

BOURQUE, Gilles et Anne LEGARÉ, *Le Québec : la question nationale*. Paris, Maspero, 1979. 232 p. \$6.95.

Richard Jones

Volume 36, Number 2, septembre 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304053ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304053ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jones, R. (1982). Review of [BOURQUE, Gilles et Anne LEGARÉ, *Le Québec : la question nationale*. Paris, Maspero, 1979. 232 p. \$6.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(2), 266–269. <https://doi.org/10.7202/304053ar>

BOURQUE, Gilles et Anne LEGARÉ. *Le Québec: la question nationale*. Paris, Maspero, 1979. 232 p. \$6.95

Dans cet ouvrage, Gilles Bourque et Anne Legaré cherchent à brosser un tableau de l'évolution de la «lutte des classes» au Québec à partir de la Nouvelle-France jusqu'à nos jours et, plus particulièrement, à dégager l'impact des conflits sociaux sur la question nationale. Fidèles à la problématique marxiste qu'ils veulent appliquer à notre histoire, ils affirment: «Au Québec comme ailleurs, c'est la lutte des classes qui structure la réalité historique.» Toutefois ils ajoutent — et nous voyons là l'originalité de leur démonstration — que «la question nationale constitue une partie intégrante de cette lutte», qu'elle y confère «sa spécificité».

C'est une histoire, bien sûr, de classes dominantes et de masses populaires exploitées. En fait, les luttes qui sont dépeintes sont surtout celles qui opposent diverses fractions de la bourgeoisie, de sorte qu'on entend peu parler des masses populaires dont l'heure n'a sans doute pas encore sonné. Après la Conquête, comme on le sait, se développera une bourgeoisie largement anglophone dont les intérêts divergeront de plus en plus de ceux des seigneurs et de la petite bourgeoisie canadienne-française. Au dire des auteurs, les habitants sont des coloniaux plutôt que de véritables colonisés car ceux-ci ne connaissent nullement l'oppression dont ont toujours été victimes les Amérindiens. Le peuple soutient les combats de la bourgeoisie francophone pour la langue, un peu moins ardemment les batailles du clergé pour la religion. Si les rébellions de

1837-38 constituent une révolution petite bourgeoise (et non bourgeoise) il faut y voir aussi, puisqu'elles posent la question nationale, «un mouvement de libération nationale». La paysannerie, au cours des insurrections, aurait soutenu «sans équivoque» la petite bourgeoisie. Voilà sans doute une affirmation qu'il conviendrait de nuancer, du moins sur le plan régional.

Pour Bourque et Legaré, l'union des Deux Canadas vise à favoriser les intérêts de la bourgeoisie anglophone en permettant l'amélioration du réseau des canaux et en solutionnant le «problème des francophones» par l'assimilation. Toutefois, les difficultés économiques des années 1850 et 60 amènent la bourgeoisie à souhaiter une union canadienne. Dans la nouvelle Confédération, qui maintiendra l'oppression nationale des francophones, la bourgeoisie bancaire et commerciale — «la bourgeoisie à dominante échangeuse» — constitue la fraction dominante, la bourgeoisie industrielle ne réussissant jamais à imposer son hégémonie. Aujourd'hui, la bourgeoisie canadienne n'est toujours pas une véritable bourgeoisie nationale puisqu'elle ne contrôle que quelques secteurs de l'économie canadienne. Par ailleurs, certaines régions du Canada se développent plus rapidement que d'autres; si le Québec connaît un développement moindre que l'Ontario, ce n'est pas parce que la province est francophone. Pour les auteurs, la réponse se trouve dans «la spécificité de l'articulation du mode de production capitaliste». Mais ici le lecteur risquera de passer plus de temps à tenter de comprendre la théorie qu'à en étudier la démonstration!

Les auteurs nous affirment que, malgré quelques tentatives de résistance, les masses populaires demeurent soumises aux classes dirigeantes. Pour ce qui est des travailleurs, le clergé eut tôt fait de régler leur sort: «l'appareil syndical fut rapidement soumis à l'Église, qui réussit à briser le syndicalisme international.» Voilà encore une observation qui appelle des réserves. Quant à la paysannerie, elle connut peu à peu «le processus de soumission au marché et au capitalisme». Cette «paysannerie parcellaire» deviendra la «classe-appui» du régime Duplessis car l'Union nationale saura arracher des concessions au grand capital pour venir en aide à la petite production. Néanmoins, par sa recherche de capitaux étrangers, Duplessis poursuit une politique «résolument pro-impérialiste» tout en assurant la répression de la classe ouvrière.

Vient la Révolution tranquille. Maintenant l'État québécois se donne «les traits caractéristiques de l'État monopoliste» et de nouvelles contradictions se développent entre son protégé, le capital canadien monopoliste, et la bourgeoisie québécoise. Le Parti québécois, lui, s'avère, par contre, un parti de la «bourgeoisie non monopoliste» québécoise, largement francophone; par ses politiques il s'efforce de «transformer la bourgeoisie québécoise en une bourgeoisie monopoliste occupant une place identique à celle qu'occupe actuellement la bourgeoisie canadienne dans la chaîne impérialiste». À la faveur de la question nationale, la bourgeoisie québécoise se révèle capable de construire les alliances nécessaires avec d'autres classes pour avancer ses propres intérêts. La crise constitutionnelle présente en est le résultat.

Le lecteur attiré par l'histoire sociale trouvera intéressantes et même stimulantes les nombreuses problématiques et hypothèses présentées de façon sommaire dans ce volume. L'ouvrage cependant n'est pas sans comporter des faiblesses. En premier lieu, certaines analyses sont présentées de manière si hermétique que l'on peut se demander si le lecteur comprendra ce que les auteurs ont bien voulu dire. Par exemple, dans le chapitre touchant les débuts du dix-neuvième siècle, Bourque et Legaré écrivent: «Le projet de société soutenu par la petite bourgeoisie n'est pas..., à proprement parler, ni féodal ni capitaliste. Il reflète le rapport de cette petite bourgeoisie aux contradictions spécifiques du régime féodal et de l'univers marchand bas-canadien; contradictions qu'elle remodèle à partir d'une vision petite-bourgeoise oscillant entre les deux pôles de l'équation féodale et renforçant (idéologiquement) l'indépendance relative, mais réelle, des censitaires au sein de ces rapports.» Admettons que nous citons hors contexte, seuls les initiés comprendront... ou feindront de comprendre.

D'autres affirmations, lancées avec grande conviction, se fondent davantage sur la théorie marxiste que sur une argumentation bien étayée. À titre d'exemple, cette déclaration qui apparaît à maintes reprises: «Le développement économique sera inégal au Canada comme dans tous les États capitalistes.» Voudrait-on faire croire que le développement inégal est particulier aux États capitalistes? Il faudrait peut-être interroger les Tadjaks et les Uzbeks! Ou bien cette observation par laquelle les auteurs résument l'expérience de la première Grande guerre, la Crise des années 30 et la Deuxième guerre mondiale: «Toutes les grandes tensions politiques et économiques résultant du développement du capitalisme se sont traduites par des luttes nationales au Québec, luttes perturbant l'ensemble politique canadien.» C'est là une simplification plutôt abusive de l'histoire de la deuxième guerre mondiale et de la crise conscriptionniste de 1942-44.

Par ailleurs, la problématique marxiste à laquelle recourent les auteurs les amène sinon à déformer la réalité, du moins à se livrer à certaines acrobaties pour qu'elle se conforme à la théorie. Puisque nous ne sommes pas encore parvenus à l'abolition de l'État capitaliste et à l'édification d'une société socialiste, sans classes, les masses populaires doivent être encore, par définition, opprimées et exploitées. Mais le capitalisme dans les États développés, dont le Canada et le Québec, s'est montré étonnamment souple de sorte que les «masses» ont parfois du mal à comprendre qu'elles sont opprimées. Ah, certes, les «travailleurs de l'enseignement» récuseront un possible gel des salaires et iront jusqu'à traiter les gouvernants, comme dans le cas d'un syndicat de professeurs, de «terroristes», mais ils sont encore loin d'être miséreux. Pour les auteurs, cependant, le capitalisme ne fait que solidifier son emprise en accordant quelques «concessions». Ils déclarent catégoriquement: «La bourgeoisie monopoliste canadienne rétablira son hégémonie au prix de concessions à la classe ouvrière» et aux «couches inférieures de la petite bourgeoisie salariée». Pour Bourque et Legaré, on doit situer dans cette optique-là l'assurance-hospitalisation, la démocratisation de l'enseignement, la refonte par le gouvernement Lesage du Code du travail, l'assurance

médicale, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail dans les services publics et parapublics au point où l'État n'est plus capable de payer! Et si l'État intervient au nom du bien de la collectivité pour contrôler l'usage de la grève, une arme généralement beaucoup plus puissante entre les mains des «opprimés» de l'État qui sont capables de paralyser la société qu'entre les mains des «exploités» de l'entreprise privée, c'est bien sûr «la répression». N'en discutons pas. Ce petit volume ne manquera pas de provoquer le lecteur, mais on aurait pu souhaiter que les auteurs se consacrent davantage à étayer certains de leurs énoncés théoriques.

*Département d'histoire  
Université Laval*

RICHARD JONES